



LE POING ET LA ROSE

7 bis, Place du Palais-Bourbon, 75007 Paris - Organe du Parti Socialiste

N° 40 - Avril 1975 - 1 F

LES RELATIONS PS-PC

RAPPORT PRÉPARÉ POUR LA
Convention Nationale
des 3 et 4 mai 1975

Souscription pour l'achat de l'immeuble du Parti Socialiste

Cher Ami,

Je m'adresse à vous pour que le Parti socialiste ait enfin une "maison" digne de ses espoirs et du rôle qui est le sien dans la vie du pays.

En effet, depuis des années, les locaux qui abritent le siège de notre Parti correspondent de moins en moins aux besoins des militants et des sympathisants qui viennent s'y réunir, y travailler et préparer nos actions.

Alors, pour 1975, nous avons décidé de donner une vraie maison au Parti socialiste.

Et nous l'avons trouvée. Son adresse? Au cœur de Paris, 7 bis, place du Palais-Bourbon, en face de l'Assemblée nationale. Seulement, pour l'acquérir, nous avons besoin de votre aide. Contrairement à beaucoup de nos adversaires politiques, nous n'avons d'autres sources de revenus que celles qui sont librement consenties par ceux qui croient en notre action.

Alors, remplissez le bulletin de souscription ci-joint et retournez-le-nous, avec le montant de votre participation à l'acquisition de notre maison. Vous serez l'un de ses "fondateurs", ainsi qu'en attestera le certificat de souscription que je vous retournerai personnellement dès réception de votre envoi. Vous pourrez conserver ainsi la trace de cet événement.

1975 va être un tournant dans l'histoire du Parti socialiste. Aidez-nous à nous donner des moyens à la mesure de vos espoirs.

La maison que vous allez contribuer à faire naître sera celle de chacun et de tous; elle sera un lieu de travail et de dialogue, elle sera chaleureuse, vous y rencontrerez les socialistes, j'espère vous y rencontrer.

Francis Mitterrand

Bulletin de souscription

Pour l'achat de la « maison du Parti Socialiste ».

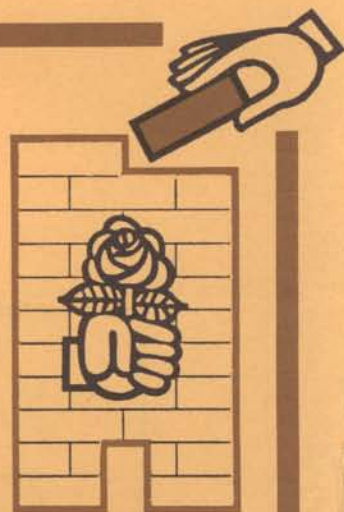
M. _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

souscrit pour la somme de F _____

Ci-joint chèque bancaire - postal - mandat-carte - mandat-lettre.
(Rayer les mentions inutiles.)



Envoyez votre souscription au nom de : « Solidarité Socialiste »

7 bis, place du Palais Bourbon - 75007 PARIS - CCP n° 34522-43 LA SOURCE

SOMMAIRE

INTRODUCTION :

Nature du rapport	2
-------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE :

La dimension historique et idéologique dans les rapports entre P.S. et P.C.

A. SUR L'EXISTENCE DE DEUX PARTIS DISTINCTS	3
a) Les contradictions inhérentes aux partis socialistes	3
b) Les contradictions inhérentes aux partis communistes	4
B. LES GRANDES ÉTAPES DES RELATIONS ENTRE P.S. ET P.C. EN FRANCE (1920-1965)	4
a) De la scission de Tours à la guerre	4
b) Guerre et après-guerre	5
C. LES DIVERGENCES CONSTANTES.....	6
a) La conception du parti	6
b) La nature des régimes d'Europe de l'Est	6
c) La définition de la classe exploitée sous le capitalisme	6
d) La définition des voies de passage au socialisme	6
e) Le respect de la démocratie et des libertés dans la transition	6

DEUXIÈME PARTIE :

Les aspects actuels des relations P.S. - P.C.

A. LES PLACES RESPECTIVES DU P.C. ET DU P.S. EN FRANCE	7
a) Les relations P.S.-P.C. depuis 1965 et le nouveau rapport de forces	7
b) L'évolution du débat stratégique	7
c) L'évolution du débat théorique	8
d) L'attitude du Parti communiste	8
e) Une double mutation est nécessaire	8
B. LE P.C.F. ET LA SITUATION INTERNATIONALE	9
a) L'autonomie du P.C.F.	9
b) Les grandes orientations de la politique soviétique	9
c) Les positions du P.C.F.	10

TROISIÈME PARTIE :

Faire avancer la Gauche

A. LA PRATIQUE DE L'UNION	11
a) L'autonomie des partenaires et l'Union de la Gauche	11
b) L'Union de la Gauche suppose des règles de comportement unitaire	12
B. LA GAUCHE ET LE PROGRAMME COMMUN	12
C. LA TRANSITION AU SOCIALISME	12

INTRODUCTION

Nature du Rapport

CE rapport a été élaboré de façon collective (voir encadré). Il est le fruit des travaux du groupe de travail sur les relations P.S.-P.C. transformé, pour préparer la Convention nationale des 3 et 4 mai 1975, en commission préparatoire.

Il est aussi le résultat d'un processus continu. C'est dire qu'il ne revient pas sur des points déjà traités dans les précédents rapports établis sur la question (pour la Convention du 8 décembre 1974 ; pour le Congrès de Pau). Il s'agit donc d'un document de travail soumis à discussion dans le Parti.

La Convention nationale que ce rapport prépare prendra sans doute des décisions. Elle sera surtout une convention de discussion, entre militants socialistes, et de formation. C'est pourquoi le rapport fait une large part aux problèmes historiques et théoriques.

Sur la base de ce texte, un rapport oral sera présenté à la Convention.

Le rapport a été rédigé par L. Jospin sur la base de contributions de C. Audry, J.-P. Cot, Delacroix, A. Gazier, P. Machefer, D. Mayer, J.-S. Pronteau, M. Roccard, A. Salomon, D. Taddei. Ont participé en outre aux travaux du groupe de travail ou de la commission : P. Bérégovoy, J.-M. Bichat, J.-P. Chevènement, P. Guidoni, G. Jaquet, G. Martinet, D. Motchane, J. Poperen, G. Sarre, R. Verdier.

PREMIÈRE PARTIE

La dimension historique et idéologique dans les rapports entre P.S.-P.C

L A poursuite de la polémique engagée par le Parti communiste pousse inévitablement les responsables politiques et aussi les observateurs à rappeler les fondements idéologiques et historiques de la différenciation mondiale des partis du mouvement ouvrier entre communistes et socialistes. L'existence de deux partis distincts permet de dégager de grandes étapes dans les relations entre P.S. et P.C. où apparaissent certaines divergences constantes.

A. SUR L'EXISTENCE DE DEUX PARTIS DISTINCTS

Les *dirigeants communistes* ont réaffirmé récemment à plusieurs reprises la conception traditionnelle dans la III^e Internationale de la différenciation entre partis communistes et partis socialistes.

D'un côté, le leur, un parti révolutionnaire, celui de la classe ouvrière; doté d'une doctrine cohérente et d'une direction centralisée; conséquent dans son comportement stratégique et tactique de lutte de classes; véritable avant-garde de toutes les forces de progrès.

De l'autre, celui des "sociaux-démocrates", un parti réformiste qui, même s'il possède une forte implantation ouvrière, reste influencé par l'idéologie petite-bourgeoise; incapable d'avoir une doctrine claire et une unité suffisante dans l'action; constamment tenté dans sa pratique par la collaboration de classes.

C'est pourquoi l'alliance avec un parti socialiste ne peut faire de ce dernier qu'un compagnon de route. L'égalité de droits et des devoirs entre partenaires est en principe reconnue. Mais elle doit servir des positions justes, que définit le parti communiste ainsi obligé de rappeler sans cesse à l'ordre son allié.

Face à ce manichéisme, le *Parti socialiste* doit éviter d'en invoquer un autre, symétrique, aisé à formuler lui aussi parce que tiré de réalités historiques. Il doit plutôt faire preuve d'une exigence accrue d'analyse qui parte d'une évidence trop souvent oubliée: le caractère contradictoire, et donc changeant, de toute

organisation comme de toute société humaine ou, comme le dit Marx, de toute "formation sociale".

Dans le contexte actuel, on ne peut approfondir l'Union de la gauche qu'à la condition de reconnaître, pour soi-même comme pour ses alliés, cette nature contradictoire des partis.

a) Les contradictions inhérentes aux partis socialistes.

Dans l'histoire déjà longue des partis socialistes, rares ont été les périodes et peu nombreux les partis où ne se sont pas affrontées une ligne de droite et une ligne de gauche, reflétant des cohérences de comportement contradictoires. Quelques interrogations en rendront compte ici.

Le Parti est-il celui d'une simple démocratie sociale ou du socialisme démocratique? du compromis de classe ou de la lutte de classes? se contente-t-il d'un réformisme des petits pas, d'un "possibilisme" qui ne considère le socialisme réalisé que comme un objectif lointain, voire utopique, ou choisit-il de réaliser de grandes réformes anticapitalistes de portée révolutionnaire? Le Parti subordonne-t-il son action aux seuls résultats électoraux ou prend-il également en charge les luttes sociales en les articulant avec les luttes politiques et électorales? Le pluralisme idéologique admis dans le Parti autorise-t-il les expressions les plus opposées, chaque socialiste ayant sa

doctrine, mais le Parti ne devant pas en avoir ou débouche-t-il sur une position publique cohérente, démocratiquement élaborée ? un parti socialiste doit-il défendre indistinctement les intérêts de toutes les catégories sociales ou a-t-il vocation à représenter plus particulièrement les exploités, les ouvriers et les autres couches sociales prolétarisées ?

b) Les contradictions inhérentes aux partis communistes.

Derrière le monolithisme de leur expression publique (qui reflète leur conception du centralisme démocratique), les partis communistes n'échappent pas à des interrogations aussi décisives, bien que différentes de celles des partis socialistes.

Tantôt ils insistent sur l'exemple des bolcheviques russes et les "lois fondamentales, marxistes-léninistes, de la construction du socialisme" ; tantôt ils insistent sur la pluralité des voies nationales, par exemple, dans notre pays sur la nécessité d'un "socialisme aux couleurs de la France". Certaines époques les voient affirmer un parti campant dans l'opposition, véritable contre-société, pratiquant la critique, voire la surenchère dans tous les domaines ; d'autres époques les montrent au contraire soucieux de respectabilité, désireux d'accéder aux responsabilités dans le cadre normal des institutions, traquant l'aventurisme et la démagogie, calmant les impatiences. Parfois se développe une politique solitaire, sectaire, al-

lant jusqu'à considérer les socialistes comme des "sociaux-fascistes" ; parfois s'affirme une stratégie unitaire, de type frontiste, qui pousse si loin "la main tendue" que n'apparaît plus, bientôt, comme adversaire, qu'une "poignée de milliardaires". A certains moments, on mettra en avant la solidarité absolue avec la "Patrie du socialisme" ; à d'autres, l'indépendance nationale et les vertus patriotiques prendront le dessus.

On sait bien que ces deux faces des partis communistes et des partis socialistes n'ont pas les mêmes chances d'apparaître au premier plan, que l'heure est à la division ou à l'union de la gauche. En période de séparation, chacun accuse ses traits spécifiques et caricature ceux de l'autre. A l'inclination social-démocrate répond la tendance bureaucratique, aux "vieux démons atlantistes" les "vieux démons staliniens". En France, en période de rapprochement, se dégage une voie commune, originale, une stratégie de réformisme révolutionnaire alliant mesures anticapitalistes et affirmation de la démocratie.

Mais ces périodes d'éloignement et de rapprochement elles-mêmes ne résultent pas d'une loi surnaturelle de "l'Eternel Retour". Elles sont conditionnées par l'ensemble du contexte mondial et français, par l'évolution de la situation diplomatique (et militaire), par l'état des contradictions économiques et sociales du capitalisme. C'est ce que révèlent les grandes étapes des relations entre les deux partis en France.

B. LES GRANDES ÉTAPES DES RELATIONS ENTRE P.S. ET P.C. EN FRANCE (1920-1965)

a) De la scission de Tours à la guerre.

La scission du mouvement ouvrier français a lieu en décembre 1920 à Tours. Lorsque le congrès du Parti socialiste décide à une forte majorité d'adhérer à la III^e Internationale, fondée par Lénine en mars 1919, et d'accepter les 21 conditions d'admission que le II^e Congrès du Komintern (juillet-août 1920) a exigées des jeunes partis (ces conditions marquaient une rupture complète avec la tradition socialiste et imposaient une subordination totale des partis à l'I.C.), la minorité décide de maintenir avec sa doctrine et ses règles le Parti socialiste S.F.I.O.

Lorsqu'en 1921, l'I.C. renonce à la perspective d'une révolution prolétarienne à court terme en Occident, elle lancera la tactique du Front unique. Cette tactique, qui marquera la politique du P.C.F. jusqu'en 1934, se traduira par une escalade constante dans les relations avec la S.F.I.O. En préconisant le front unique à la base et en luttant contre les dirigeants socialistes, cette tactique échouera sur deux plans : à la fois elle isola les P.C. de leur contexte national, et d'autre part elle empêchera en Allemagne l'Union de la gauche, qui aurait pu barrer la route au nazisme.

La S.F.I.O. de son côté, malgré ses succès électoraux, va jusqu'en 1934 se trouver prise dans l'engrenage de ses propres contradictions internes : d'une part, sa doctrine révolutionnaire et, d'autre part, les

contraintes de l'action parlementaire, qui se traduira par un soutien sans participation à des gouvernements de gauche à direction radicale.

Cependant, les années noires des relations des deux partis se situent surtout entre 1927 et le début de 1934. En effet, à partir de 1927, l'I.C. définit une nouvelle ligne (qui n'est en fait que l'exacerbation de la précédente) concrétisée par le mot d'ordre "classe contre classe", découlant d'une analyse nouvelle de la crise générale du capitalisme. Le VI^e Congrès de l'I.C. (juillet-août 1928) adopte les thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et la tâche des communistes. Les communistes français auront dorénavant deux thèmes de combat : la lutte contre la guerre impérialiste et contre la social-démocratie devenue selon les analyses du Komintern, "social-impérialiste" et "social-fasciste". Ignorant les vrais ennemis, le P.C.F. va se lancer dans une propagande acharnée, multipliant les appels aux ouvriers socialistes, les dénonciations de leurs chefs considérés comme des "traîtres à la classe ouvrière". Cette tactique devait s'avérer très néfaste pour le P.C. lui-même. Lors des élections de mai 1932, il atteint le chiffre le plus bas de ses suffrages durant l'entre-deux-guerres et il n'est plus représenté à la Chambre que par dix députés. La diminution du chiffre de ses adhérents, constante depuis 1925, le place dans une position d'extrême faiblesse par rapport au Parti socialiste qui connaît, au contraire, une remontée continue.

Il faut les événements de février 1934, un an après la venue au pouvoir de Hitler, pour que le P.C.F. abandonne dans la pratique la conception du *front unique à la base* et de lutte contre la social-démocratie. Il en vient à la conception d'accords au sommet en concluant avec le Parti socialiste un pacte d'unité d'action (juillet 1934).

En fait, le P.C.F. et la C.G.T.-U. commencent à répondre aux initiatives de la C.G.T. et du P.S., telles la grève et la manifestation du 12 février 1934, telle la signature du pacte d'unité d'action, dans la perspective définie antérieurement par le P.S. Acceptant les exigences majeures des socialistes, les communistes signent le pacte qui prévoit notamment la fin de la critique réciproque et une aide mutuelle en cas d'attaque. Grâce à cette action commune effectuée avec les socialistes, le P.C. sort du long isolement consécutif à l'application de la tactique "classe contre classe" et opère sa réintégration dans la vie nationale. Ce pacte enfin sera le prélude à un mouvement plus large, le *Front populaire*, qui englobera aussi le Parti radical.

A partir d'octobre-novembre 1934, les communistes se lancent dans la campagne pour la création du Front populaire sous le mot d'ordre : "Nous jetons l'idée d'un vaste rassemblement populaire pour le pain, pour la liberté et pour la paix. A tout prix, pour battre le fascisme, constituons un large front populaire."

Lorsqu'en juillet-août 1935, lors du VII^e congrès du Komintern, Dimitrov lance la tactique du *Front populaire* ou du *Front unique antifasciste*, il citera les communistes français en exemple de la voie à suivre par les autres pays.

Tout en étant une force composante du Front populaire et une des plus actives, le P.C.F., après un débat difficile, décide, à la majorité de son bureau politique, de ne pas participer au gouvernement, bien que Léon Blum au nom de la S.F.I.O. l'en ait prié. Les communistes expliqueront ensuite leur refus par le désir de ne pas effaroucher les classes moyennes et les éléments du centre. En réalité, le VII^e congrès du Komintern avait indiqué les conditions très restrictives auxquelles les communistes seraient autorisés à déléguer des représentants dans un gouvernement de Front populaire. Officiellement, ils diront qu'ils sont les partisans les plus zélés de "l'Union de la nation française", le gage le plus sûr de cette union ; or, participer au gouvernement risque, selon eux, de ternir la force d'attraction, de rassemblement de leur parti. Les difficultés auxquelles se heurte l'expérience engagée sur le plan économique d'une part, la guerre d'Espagne de l'autre, vont cependant mettre à rude épreuve les relations entre socialistes et communistes. N'étant pas membres du gouvernement, ceux-ci développent une position d'opposition souple et de soutien qui leur permet de participer au bénéfice des réalisations du gouvernement tout en se désolidarisant de certaines mesures. En 1937 et 1938 les communistes vont préconiser la constitution d'un "front des Français", les "Deux cents familles" devant seules en être exclues. La guerre qui vient à tôt fait de rompre ce qu'il reste d'unité. L'approbation du pacte germano-soviétique (août 1939) par le P.C.F. puis le vote des pleins pouvoirs à Pétain (juillet 1940) par la majorité des parlementaires so-

cialistes, qui se séparent ainsi de L. Blum et de M. Dormoy notamment, viennent clore cette période (2).

b) Guerre et après-guerre.

Ce n'est qu'en 1941 que les partis socialiste et communiste clandestins reprennent, non sans difficulté ni polémique, leurs relations dans le cadre de la Résistance. L'apport des deux partis sera décisif dans la rédaction du programme du Conseil national de la Résistance.

La III^e Internationale avait tracé comme ligne générale aux forces communistes engagées dans la résistance la poursuite de la politique du Front populaire – savoir une coopération avec les forces démocratiques non communistes – et surtout le refus de toute prise de pouvoir qui aurait pu déboucher sur une aventure politique. C'était en gros la politique suivie par le P.C.F. et qui se traduira dans l'après-guerre par sa participation au gouvernement à côté des socialistes et du M.R.P. Collaboration fructueuse mais non sans heurts. Les deux partis ouvriers, sortis renforcés de la Résistance, ne vont pas tarder à faire preuve d'une méfiance réciproque.

Mais c'est le contexte international qui décidera de l'évolution future des relations P.S. - P.C. Avec la guerre froide, nous entrons dans l'ère des ruptures. La doctrine Truman, le plan Marshall, le Kominform, le Pacte atlantique, exprimeront, chacun à sa façon, à la fois l'internationalisation du monde, ainsi que sa coupure en deux camps antagonistes. L'ère bipolaire commence et, avec elle, celle de la rupture pour une longue période entre les deux partis.

L'expression internationale et institutionnelle de ce nouvel état d'esprit, qui traverse le mouvement ouvrier, fut la création, en septembre 1947, du Bureau d'information des partis communistes (le Kominform) et en novembre-décembre de la même année du Comité de la Conférence socialiste internationale, transformé en juillet 1951 en Internationale socialiste.

Le Kominform tracera comme nouvelle tactique au P.C.F. le retour à une opposition dure et à une lutte acharnée contre les socialistes. A partir de cette date et jusqu'en 1952, l'agressivité, surtout au niveau du langage, caractérisera l'attitude des communistes vis-à-vis des socialistes. C'est le retour à la vieille tactique du front unique à la base. C'est le retour aux attaques systématiques contre les dirigeants socialistes.

Les communistes se durcissent et ils commencent à renier leur propre passé de lutte et de collaboration avec les socialistes (du Front populaire au tripartisme, en passant par le mouvement de la Résistance et de Front d'union nationale du temps de guerre). De même, ils resserrent encore les liens qui les attachent à l'U.R.S.S. Le sens qu'ils donnent à l'internationalisme prolétarien confondu avec le dévouement inconditionnel à l'Union soviétique, le développement sans précédent du culte de l'U.R.S.S., de son armée et de Staline, l'approbation systématique de la suppression des P.S. dans l'Est européen, de la condamnation de la Yougoslavie de Tito et des procès politiques, vont de nouveau isoler le P.C.F.

Les socialistes, de leur côté, subissent la logique de cette division du monde. La crise de mai 1947 avait

(2) Ces parlementaires seront pour cette raison exclus par le Parti.

abouti au départ des communistes du gouvernement. Les grèves massives soutenues par le P.C.F. et les actions organisées par celui-ci se heurtent à un gouvernement à direction socialiste. Ainsi, la S.F.I.O. et le P.C.F. contribuent l'un et l'autre à l'engrenage de la guerre froide, à son escalade. La division politique entraîne la rupture de l'unité syndicale.

A partir de la mort de Staline (1953) et jusqu'au XX^e congrès du P.C.U.S., la presse communiste internationale et nationale se mure dans le silence ; les socialistes ne sont plus une cible de choix. Mais avec l'année 1956 (année du XX^e congrès, dont une des thèses dégagées va être celle de la "main tendue" aux socialistes et la possibilité du passage au socialisme par des voies parlementaires ; de même que de la dissolution du Kominform, dont le communiqué final devait dessiner en filigrane les lignes futures d'évolution du P.C. vers le pluralisme), une nouvelle ère commence – celle de la coexistence pacifique et des nouvelles bases d'union entre les deux partis.

Cette évolution du contexte international n'aura pas de traduction immédiate en France. La guerre d'Algérie et l'instauration du régime gaulliste vont provoquer de nouvelles tensions qui affectent l'unité du mouvement socialiste et les relations entre les deux partis, mais créent les conditions du renouveau socialiste et d'une réorientation unitaire. Il faudra le référendum sur l'élection présidentielle et les élections législatives de 1962, puis le développement des luttes sociales contre la politique de la V^e République pour que S.F.I.O. et P.C. se retrouvent dans l'opposition et que la première envisage un rapprochement politique (en tout cas électoral) avec le P.C. Depuis plusieurs années déjà, celui-ci s'y déclarait prêt. La première véritable concrétisation sera la candidature commune de F. Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965.

C. LES DIVERGENCES CONSTANTES

Le rappel historique qui vient d'être fait permet de relever une originalité de la situation française : aucun des deux partis n'a pu conquérir véritablement l'hégémonie. Le rapport des forces entre eux n'a jamais correspondu à un équilibre strict et a bien entendu varié (souvent au profit de celui des partis qui apparaissait le plus unitaire). Aucun des deux n'a pu, et ne peut encore, envisager de changer en profondeur la société française sans le concours de l'autre. Ceci ramène à leur juste place les griefs que les deux partis n'ont cessé d'entretenir. Certains ont disparu ; d'autres sont nés, parfois récemment. Les plus importants se sont maintenus tout en se renouvelant. Le rapport examinera ceux-ci.

a) La conception du parti.

La conception du parti a toujours été différente entre socialistes et communistes, qu'elle concerne l'organisation et le fonctionnement de celui-ci (centralisme démocratique ou libre expression des courants ou son rôle dans l'Etat (parti unique ou à tout le moins hégémonique contre pluralisme, impliquant la règle de l'alternance démocratique) ou encore ses rapports avec les syndicats.

Cette question, décisive dans une période de recherche de l'unité organique, n'est plus un préalable

quand l'union prend la forme d'un contrat politique librement débattu entre partenaires égaux (de type Programme commun).

b) La nature des régimes d'Europe de l'Est.

A la vision d'un socialisme réalisé, souvent dépeint de manière idyllique (et où les monstruosité du stalinisme ont été réduites aux excès du culte de la personnalité), les socialistes, tout en reconnaissant les grands progrès réalisés dans des pays économiquement retardés, n'ont cessé d'opposer l'analyse de régimes où les principales libertés ne sont pas assurées, où la collectivisation de caractère étatique a débouché sur de nouvelles formes d'exploitation et d'aliénation et où de nouvelles formes de domination interdisent de parler d'un véritable socialisme.

c) La définition de la classe exploitée sous le capitalisme.

Les communistes n'ont cessé d'avoir une interprétation restrictive de la classe ouvrière, au nom d'une lecture par trop micro-économique de Marx ne leur faisant retenir que la fraction de la population active produisant directement de la plus-value par la fabrication d'objets matériels.

Les socialistes, quant à eux, se réfèrent, dans la France d'aujourd'hui, à une conception plus large du prolétariat, incorporant l'essentiel des travailleurs salariés qui ne subsistent qu'en vendant leur force de travail et qui seront le moteur du changement social, et rassemblant par ailleurs avec lui un véritable "front de classe".

d) La définition des voies de passage au socialisme.

Cette question a souvent été l'objet de malentendus dans la mesure où les commodités idéologiques l'emportaient sur la rigueur scientifique. Aux deux extrêmes des conceptions possibles, ni l'usage privilégié de la force insurrectionnelle, ni la simple volonté de construire une société différente ne peuvent plus satisfaire.

La notion de rupture dans le rapport entre les classes sociales puis la tentative d'enclencher à partir de là un processus ininterrompu de transition fournissent sans doute des critères plus sérieux. Mais l'on découvre alors que la définition de qui est "réformiste" et de qui est "révolutionnaire" des deux partis risque de reposer sur de simples procès d'intention.

e) Le respect de la démocratie et des libertés dans la transition.

Les communistes, mettant en avant l'âpreté de la lutte des classes durant la période de transitions, continuent à insister, à tout le moins dans leurs revues théoriques, sur la notion de "dictature du prolétariat", avec il est vrai des interprétations variables. Plus malencontreux est leur silence presque total pendant des décennies sur les atteintes aux libertés dans les pays qualifiés par eux de socialistes.

De leur côté, les socialistes ont toujours proclamé que les libertés démocratiques n'étaient pas des catégories bourgeoises, mais des conquêtes populaires qu'il fallait rendre irréversibles, les concessions faites sur les moyens risquant certainement d'interdire d'atteindre les fins proclamées.

Ces problèmes, chargés d'histoire, restent actuels.

DEUXIÈME PARTIE

Les aspects actuels des relations P.S - P.C

***D**ÈS lors que le Parti socialiste a choisi une stratégie de rupture et que le Parti communiste affirme son autonomie politique, l'union devient possible sans qu'aucun parti n'y soit hégémonique. Chacun est ainsi conduit à s'interroger sur sa propre identité, dans le cadre national et international.*

A. LES PLACES RESPECTIVES DU P.C. ET DU P.S. EN FRANCE

a) Les relations P.C. - P.S. depuis 1965 et le nouveau rapport de forces.

Le phénomène unitaire, préparé dès le début de la V^e République par l'essor des clubs, le 54^e congrès de la S.F.I.O., l'action du P.S.U., les colloques socialistes, est ouvert en France par la candidature de F. Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Il s'affirme sur le plan stratégique lors du congrès d'Epiny. Il est en train de produire des conséquences fondamentales sur l'évolution de la gauche. La conséquence la plus frappante et la plus immédiate est sans doute le rééquilibrage des forces sur le plan électoral.

Mais le passage d'une unité de candidature électorale en 1965 à une union s'exprimant en termes programmatiques et gouvernementaux en 1972 conduit le P.C.F. et le P.S. à aller plus loin, à s'interroger désormais sur leur propre base sociale, sur les conditions d'une alliance de classe, sur les voies de passage au socialisme. Or le P.S., tirant les conséquences du mouvement de mai 1968, a été conduit à s'interroger peut-être davantage que le P.C.F. sur les nouvelles formes d'engagement politique et sur les conditions du changement social dans les pays capitalistes fortement industrialisés. Le programme du P.S. et son titre "Changer la vie", la tenue des Assises du Socialisme en constituent des indices significatifs.

Le phénomène unitaire et le renouveau du mouvement socialiste créent les conditions d'un nouveau rapport politique, non seulement au niveau électoral mais aussi à terme au niveau de l'implantation militante dans les entreprises. Et cela aussi pose un problème au Parti communiste.

b) L'évolution du débat stratégique.

Le P.C.F. était le seul, jusqu'à ces dernières années, à disposer d'une véritable cohérence stratégique : analyse du capitalisme et de ses contradictions (thèse du capitalisme monopoliste d'Etat), analyse des classes sociales et théorie de leur alliance (thèse du front antimonopoliste), analyse des conditions du passage au socialisme (thèse de la "démocratie avancée").

A partir d'une analyse du capitalisme proche de celle du P.C.F., la mutation actuelle du P.S. lui donne des outils pour donner un contenu original à l'Union de la gauche dans le prolongement des axes fondamentaux du Programme commun. L'approfondissement de la perspective autogestionnaire, la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire, l'utilisation du concept du "front de classe" permettent au P.S. de disposer d'éléments pour définir une stratégie d'alliance de classe et de transition au socialisme.

Dès lors, dans le débat stratégique, le P.S. se trouve placé sur le même terrain que le P.C.F., il est capable

lui aussi de donner sa conception propre de la stratégie d'Union de la gauche.

c) L'évolution du débat théorique.

Cette évolution stratégique est elle-même liée à une évolution théorique du P.S. Dépassant le cadre d'un discours purement humaniste et démocratique, le P.S. s'interroge à nouveau sur son rapport au marxisme. Mais il le fait en remettant en cause la réduction peut-être trop économiste du marxisme faite par le P.C.F. La réflexion sur des concepts tels que la division sociale du travail, le travail aliéné, le pouvoir politique conduit le Parti socialiste à ne pas s'interroger seulement sur la contradiction : socialisation des forces productives/propriété privée des moyens de production, mais aussi sur la nature de la production. Ainsi dans sa présentation au programme "Changer la vie", F. Mitterrand rappelle : "que la propriété des grands moyens de production passe des mains du patronat privé à celles de l'Etat-patron modifie certes le rapport des forces au détriment du capitalisme, mais ne suffit pas à transformer les conditions de vie des travailleurs, ce qui pour les socialistes demeure l'essentiel !"

Par ailleurs, le P.S. produit progressivement les éléments théoriques d'un approfondissement du marxisme : quel rapport y-a-t-il entre la croissance économique et la réalisation du socialisme ; nouvelle conception de la nature et de la fonction d'une organisation politique ; tentative de nouvelles définition du rapport partis-classes sociales en fonction d'un pluripartisme considéré comme un élément constitutif de la marche à un socialisme autogestionnaire.

d) L'attitude du Parti communiste.

Cette mutation globale du P.S. ne peut manquer d'inquiéter le P.C.F. Si elle se poursuit, c'est en effet avec un partenaire d'une toute autre nature, que le P.C.F. devra désormais travailler. Le P.C.F. ne l'accepte pas encore comme tel.

Le Parti communiste utilise visiblement la période où le P.S. poursuit sa mutation. Du même coup, il cherche à donner une image ancienne d'un P.S. qui n'aurait pas véritablement assumé sa stratégie de rupture.

Georges Marchais, à l'occasion du XXI^e congrès du P.C.F., avait bien tenté d'entamer d'autres critiques d'une orientation différente.

Mais ces critiques pouvaient placer la direction du P.C.F. en position difficile. Ainsi les militants communistes comprenaient-ils mal à la veille du XXI^e congrès le contenu trop vague de la formule de "l'union du peuple de France" et l'affirmation suivant laquelle "le socialisme n'est pas à l'ordre du jour", alors que le P.S. à travers les Assises, insistait sur son actualité.

e) Une double mutation est nécessaire.

Après une longue période de silence sur ce thème, le P.C.F. insiste à nouveau sur la distinction fondamentale qui existe entre "courant réformiste" et "courant révolutionnaire". Le résultat politique le plus clair d'un tel langage est de contribuer à masquer deux problèmes fondamentaux pour la gauche : la

nature du rapport parti - classe sociale, la méthode correcte pour poser le problème du pouvoir et de la transition au socialisme.

La distinction réformiste révolutionnaire sert au P.C.F. pour développer la théorie *du parti* de la classe ouvrière. Ce faisant, il ignore volontairement que le mouvement communiste n'a jamais représenté historiquement que l'une des formes de représentation politique du mouvement ouvrier. Et il élimine ainsi un débat fondamental sur la nature du pluripartisme. Il y a en effet une différence essentielle entre le fait de reconnaître temporairement la nécessité d'alliances de classes par une coalition de partis différents pour la conquête du pouvoir et le fait de considérer que de façon structurelle il existe différents courants politiques au sein du mouvement ouvrier qui ont les mêmes droits et les mêmes devoirs et ce, à chaque étape du processus de transformation sociale, c'est-à-dire jusqu'à la réalisation du socialisme et dans celui-ci.

Ici se place la deuxième question fondamentale que semble ignorer le P.C.F. : comment poser aujourd'hui le problème du pouvoir ? A cet égard, on peut se demander si l'inflexion stratégique et tactique du XXI^e congrès (octobre 1974) ne représente pas davantage un retour à la stratégie frontiste traditionnelle qu'un "tournant à gauche". Le "frontisme" tel qu'il a été élaboré par le mouvement communiste international se fonde sur la thèse du rôle moteur du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Il s'accompagne d'attitudes tactiques tantôt "ouvertes", tantôt "sectaires", suivant la conjoncture nationale et internationale. Or cette stratégie a historiquement échoué à poser correctement le problème du pouvoir, dans la mesure où elle fige les forces sociales et politiques de gauche au lieu de provoquer leur mutation réciproque par leur mise en mouvement offensif vers la conquête du pouvoir.

Ce que le Parti socialiste a entamé depuis son congrès d'Epinais appartient au contraire dans un dépassement de l'alternative "réforme" "révolution". Il s'agit de conduire une lutte globale et non parcellaire contre le capitalisme caractérisée par la perspective du socialisme autogestionnaire. La progression "lutte pour le contrôle, contrôle, autogestion" marque à la fois le caractère ininterrompu du processus de transition et la nécessité d'agir simultanément au niveau politique, économique et idéologique. Elle rompt en effet avec une conception de la transition par palliers successifs habituelle au P.C.F., mais aussi aux réformistes (qui multiplient et étirent à l'excès les étapes).

L'objectif du P.S. est d'attaquer dès la phase présente le capitalisme comme système global en portant simultanément et non successivement la lutte à ces trois niveaux. Mais le Parti socialiste entend en même temps se porter garant que ce processus de changement se fera dans l'épanouissement des libertés et de la démocratie.

Tel est le vrai débat stratégique aujourd'hui. Le problème n'est donc pas de revenir à la conception des alliances à laquelle semble se tenir le P.C.F. Il est de développer la véritable signification du Programme commun de gouvernement : un nouveau type de stratégie adapté à la réalité d'un pays capitaliste développé, qui permette au P.S. et au P.C.F. de poursuivre leur propre mutation.

B. LE P.C.F. ET LA SITUATION INTERNATIONALE

L'appréciation de l'attitude du P.C.F. à l'égard d'un changement possible en France et en Europe soulève d'abord une question préalable, celle de savoir quel est aujourd'hui le degré de solidarité de la politique de ce parti par rapport à celle du Parti communiste d'Union soviétique, voire des autres partis des pays de l'Est.

a) L'autonomie du P.C.F.

La réponse à cette première question est à coup sûr complexe. Incontestablement la solidarité des partis communistes entre eux reste beaucoup plus forte que celle qui relie les partis socialistes. Cela résulte des fondements mêmes sur lesquels s'est bâtie la 3^e Internationale et cette solidarité a été encore accentuée, en même temps que déviée, par le phénomène stalinien. Par surcroît un certain nombre de facteurs historiques ont fait que le P.C. français a toujours eu le souci d'une allégeance assez rigoureuse envers le P.C.-U.S., de même qu'il s'est relativement moins vite et moins profondément "destalinisé" que d'autres. Enfin la guerre froide, et depuis lors une certaine forme d'anticommunisme, combinée avec l'antisoviétisme, n'ont fait qu'enraciner cette tendance du P.C.F., dans un souci défensif et de sauvegarde de son identité.

Le Parti communiste n'a pas pour autant échappé à la marche du temps. Or celle-ci est caractérisée non seulement par le schisme sino-soviétique mais par une tendance sans cesse accentuée au polycentrisme, les deux phénomènes étant d'ailleurs concourants. Si l'idée de solidarité subsiste, celle de subordination, même dans le monde des démocraties populaires, a incontestablement perdu beaucoup de terrain surtout depuis l'époque de Khrouchtchev. Elle est incompatible d'ailleurs avec la pratique de la détente internationale devenue la doctrine officielle soviétique. Elle l'est également avec les problèmes que posent aux partis communistes, et au P.C.-U.S. en particulier, les expériences originales que l'on a vu se développer dans le Tiers-Monde, comme une réponse spécifique au problème de leur décolonisation et aussi de leur développement et qui ont souvent pris la forme de régimes militaires, parfois associés aux mouvements communistes. Enfin on peut même se demander si elle ne reflète pas dans une certaine mesure une mutation lente mais réelle du P.C.-U.S. lui-même, qui ne ferait d'ailleurs que traduire, notwithstanding les résistances de l'appareil traditionnel, l'évolution relative de la société soviétique. Quoi qu'il en soit, il est de fait que le monolithisme de l'"Internationale communiste" apparaît d'ores et déjà comme un phénomène du passé. La pratique gouvernementale de la Pologne, celle de la Hongrie, celle de la Roumanie, et à fortiori celle de la Yougoslavie, les théories professées par les communistes italiens, espagnols, grecs, finlandais et beaucoup d'autres sont à cet égard illustratives. Le P.C. français ne fait pas exception à la règle et il est à coup sûr sincère lorsqu'il soutient que, pour lui aussi, solidarité socialiste ne veut pas dire approbation sans réserve et automatique de tout ce qui est fait à l'Est.

Cette affirmation n'est pas seulement circonstancielle; elle est aussi doctrinale, car il n'est pas douteux qu'une certaine évolution a affecté à cet égard

l'orientation des esprits dans le monde communiste à mesure que celui-ci découvrait des phénomènes tels que le poids des superstructures psychologiques, l'importance des phénomènes nationaux et enfin la diversité imposée par la complexité des processus économiques dans le monde moderne. De ce fait chacun des P.C., et le P.C.F. en particulier, entend bien effectuer sa propre analyse de la conjoncture internationale et la discuter avec ses partenaires, de même qu'il entend réaliser chez lui une expérience originale, tenant compte des particularités nationales. Certes il subsiste la volonté d'affirmer la validité des conquêtes socialistes dans les pays de l'Est; pourtant cette attitude apparaît désormais nettement plus critique au bon sens du mot et également beaucoup plus inspirée par un réflexe de solidarité que véritablement synonyme d'alignement.

Ces premières remarques étant faites, il convient maintenant d'examiner brièvement les grandes orientations de la politique soviétique et plus généralement des pays socialistes dans le contexte international actuel.

b) Les grandes orientations de la politique soviétique.

On a dit souvent – trop souvent –, que la politique de l'U.R.S.S. était essentiellement immobiliste. Or, curieusement, ceux qui l'affirment sont les premiers à parler de l'expansionnisme soviétique et à crier à l'ingérence dès qu'il se passe dans un pays quelconque une évolution significative vers un régime progressiste. Certes il est vrai que la politique extérieure de l'U.R.S.S. s'inspire d'une très grande prudence. Cela résulte d'abord du souci qui est le sien d'assurer avant tout son développement interne et en même temps de consolider le bloc des pays socialistes. Cela procède en deuxième lieu de sa volonté, explicable par le rapport des forces, de ne risquer en aucun cas un conflit général avec les Etats-Unis et le monde capitaliste, et même de poser avec la première puissance mondiale les bases d'une coopération au moins technologique ainsi que d'un système de "management" des crises diplomatiques.

Ces deux préoccupations n'ont pu naturellement qu'être accrues par la tension existante à sa frontière extrême-orientale. Mais elles ne suppriment en rien la visée idéologique générale de l'U.R.S.S., ni non plus sa volonté d'affirmer sa présence et si possible même de gagner du terrain dans les zones marginales non expressément délimitées à Yalta: Extrême-Orient, Afrique, Moyen-Orient, notamment. Toute l'histoire des événements internationaux au cours des deux dernières décennies est contenue dans cette attitude, laquelle peut difficilement être assimilée à de l'immobilisme. Cela est d'autant plus vrai que pour réaliser sa politique, l'U.R.S.S. n'a jamais hésité à chercher des appuis ailleurs que dans les forces de gauche au nom du rôle progressiste que pourraient jouer certaines "bourgeoisies nationales".

Qu'en est-il à cet égard de l'Europe? Celle-ci fait partie sans aucun doute aux yeux des Soviétiques, tout au moins depuis la fin de la guerre froide, de la zone dite "consolidée", c'est-à-dire où ils se refusent pour le moment à envisager toute aventure et où ils préfèrent le maintien du statu quo. C'est bien

B. LE P.C.F. ET LA SITUATION INTERNATIONALE

L'appréciation de l'attitude du P.C.F. à l'égard d'un changement possible en France et en Europe soulève d'abord une question préalable, celle de savoir quel est aujourd'hui le degré de solidarité de la politique de ce parti par rapport à celle du Parti communiste d'Union soviétique, voire des autres partis des pays de l'Est.

a) L'autonomie du P.C.F.

La réponse à cette première question est à coup sûr complexe. Incontestablement la solidarité des partis communistes entre eux reste beaucoup plus forte que celle qui relie les partis socialistes. Cela résulte des fondements mêmes sur lesquels s'est bâtie la 3^e Internationale et cette solidarité a été encore accentuée, en même temps que déviée, par le phénomène stalinien. Par surcroît un certain nombre de facteurs historiques ont fait que le P.C. français a toujours eu le souci d'une allégeance assez rigoureuse envers le P.C.-U.S., de même qu'il s'est relativement moins vite et moins profondément "destalinisé" que d'autres. Enfin la guerre froide, et depuis lors une certaine forme d'anticommunisme, combinée avec l'antisoviétisme, n'ont fait qu'enraciner cette tendance du P.C.F., dans un souci défensif et de sauvegarde de son identité.

Le Parti communiste n'a pas pour autant échappé à la marche du temps. Or celle-ci est caractérisée non seulement par le schisme sino-soviétique mais par une tendance sans cesse accentuée au polycentrisme, les deux phénomènes étant d'ailleurs concourants. Si l'idée de solidarité subsiste, celle de subordination, même dans le monde des démocraties populaires, a incontestablement perdu beaucoup de terrain surtout depuis l'époque de Khrouchtchev. Elle est incompatible d'ailleurs avec la pratique de la détente internationale devenue la doctrine officielle soviétique. Elle l'est également avec les problèmes que posent aux partis communistes, et au P.C.-U.S. en particulier, les expériences originales que l'on a vu se développer dans le Tiers-Monde, comme une réponse spécifique au problème de leur décolonisation et aussi de leur développement et qui ont souvent pris la forme de régimes militaires, parfois associés aux mouvements communistes. Enfin on peut même se demander si elle ne reflète pas dans une certaine mesure une mutation lente mais réelle du P.C.-U.S. lui-même, qui ne ferait d'ailleurs que traduire, nonobstant les résistances de l'appareil traditionnel, l'évolution relative de la société soviétique. Quoi qu'il en soit, il est de fait que le monolithisme de l'"Internationale communiste" apparaît d'ores et déjà comme un phénomène du passé. La pratique gouvernementale de la Pologne, celle de la Hongrie, celle de la Roumanie, et à fortiori celle de la Yougoslavie, les théories professées par les communistes italiens, espagnols, grecs, finlandais et beaucoup d'autres sont à cet égard illustratives. Le P.C. français ne fait pas exception à la règle et il est à coup sûr sincère lorsqu'il soutient que, pour lui aussi, solidarité socialiste ne veut pas dire approbation sans réserve et automatique de tout ce qui est fait à l'Est.

Cette affirmation n'est pas seulement circonstancielle; elle est aussi doctrinale, car il n'est pas douteux qu'une certaine évolution a affecté à cet égard

l'orientation des esprits dans le monde communiste à mesure que celui-ci découvrait des phénomènes tels que le poids des superstructures psychologiques, l'importance des phénomènes nationaux et enfin la diversité imposée par la complexité des processus économiques dans le monde moderne. De ce fait chacun des P.C., et le P.C.F. en particulier, entend bien effectuer sa propre analyse de la conjoncture internationale et la discuter avec ses partenaires, de même qu'il entend réaliser chez lui une expérience originale, tenant compte des particularités nationales. Certes il subsiste la volonté d'affirmer la validité des conquêtes socialistes dans les pays de l'Est; pourtant cette attitude apparaît désormais nettement plus critique au bon sens du mot et également beaucoup plus inspirée par un réflexe de solidarité que véritablement synonyme d'alignement.

Ces premières remarques étant faites, il convient maintenant d'examiner brièvement les grandes orientations de la politique soviétique et plus généralement des pays socialistes dans le contexte international actuel.

b) Les grandes orientations de la politique soviétique.

On a dit souvent – trop souvent –, que la politique de l'U.R.S.S. était essentiellement immobiliste. Or, curieusement, ceux qui l'affirment sont les premiers à parler de l'expansionnisme soviétique et à crier à l'ingérence dès qu'il se passe dans un pays quelconque une évolution significative vers un régime progressiste. Certes il est vrai que la politique extérieure de l'U.R.S.S. s'inspire d'une très grande prudence. Cela résulte d'abord du souci qui est le sien d'assurer avant tout son développement interne et en même temps de consolider le bloc des pays socialistes. Cela procède en deuxième lieu de sa volonté, explicable par le rapport des forces, de ne risquer en aucun cas un conflit général avec les Etats-Unis et le monde capitaliste, et même de poser avec la première puissance mondiale les bases d'une coopération au moins technologique ainsi que d'un système de "management" des crises diplomatiques.

Ces deux préoccupations n'ont pu naturellement qu'être accrues par la tension existante à sa frontière extrême-orientale. Mais elles ne suppriment en rien la visée idéologique générale de l'U.R.S.S., ni non plus sa volonté d'affirmer sa présence et si possible même de gagner du terrain dans les zones marginales non expressément délimitées à Yalta: Extrême-Orient, Afrique, Moyen-Orient, notamment. Toute l'histoire des événements internationaux au cours des deux dernières décennies est contenue dans cette attitude, laquelle peut difficilement être assimilée à de l'immobilisme. Cela est d'autant plus vrai que pour réaliser sa politique, l'U.R.S.S. n'a jamais hésité à chercher des appuis ailleurs que dans les forces de gauche au nom du rôle progressiste que pourraient jouer certaines "bourgeoisies nationales".

Qu'en est-il à cet égard de l'Europe? Celle-ci fait partie sans aucun doute aux yeux des Soviétiques, tout au moins depuis la fin de la guerre froide, de la zone dite "consolidée", c'est-à-dire où ils se refusent pour le moment à envisager toute aventure et où ils préfèrent le maintien du statu quo. C'est bien

ainsi qu'ont été conçues dans leur esprit les négociations sur la C.S.C.E. (3) et même sur les M.B.F.R. (4), ces dernières ayant répondu d'ailleurs, pour diverses raisons, beaucoup plus à un souhait américain qu'à un désir de l'U.R.S.S.; et c'est également pour la même raison qu'ils sont bien décidés à s'opposer à tout renforcement de l'O.T.A.N., ainsi qu'à une éventuelle défense européenne. Mais ce schéma, qui s'apparente en effet à une politique assez "conservatrice", signifie-t-il que l'U.R.S.S. se refuse, même dans cette zone, à des changements? Sûrement pas. Cela dépendra de l'évolution de ses rapports avec la puissance américaine, de la politique générale de celle-ci, et enfin de la conjoncture y compris dans ses aspects économiques et sociaux. Elle ne prendra à coup sûr aucun risque, sauf peut-être dans des zones marginales et relativement non alignées comme la Yougoslavie. Mais si des changements devaient survenir qui, sans son intervention directe, puissent aboutir à des situations favorisant dans l'ensemble sa position tout en réduisant l'emprise américaine, elle s'en s'accommoderait plus que volontiers. Son attitude actuelle à l'égard du Portugal illustre ce fait.

La même attitude se retrouve à propos de la crise économique mondiale. Bénéficiaire de cette crise dans la mesure où elle est exportatrice de matières premières, l'U.R.S.S. en pâtit en même temps parce qu'elle est importatrice de biens d'équipement de crédits. Et elle en souffre aussi à travers les difficultés qui en résultent pour les démocraties populaires. Toute crise est en outre génératrice de bouleversements, surtout quand elle est à la fois économique, culturelle et politique et amplifiée par l'émergence et la revendication de plus en plus puissantes du monde sous-développé. Certains de ces bouleversements peuvent servir l'U.R.S.S. et plus généralement la cause du "socialisme" telle qu'elle l'entend. Mais ils peuvent aussi avoir la conséquence inverse (fascisme, réactions violentes de défense, etc.). C'est pourquoi les hommes d'Etat soviétiques n'entendent pas pousser à la roue. Sur tous ces plans, leur attitude découle en fin de compte à la fois d'impératifs tactiques et d'une *grande* constance dans le souci de la défense des intérêts de grande puissance de l'U.R.S.S. Cette attitude n'a en effet connu qu'un court moment d'éclipse, relatif d'ailleurs, sous Khrouchtchev.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette double série d'observations pour les positions du Parti communiste?

c) Les positions du P.C.F.

Le Parti communiste est amené nécessairement à tenir compte des grandes orientations de la diplomatie de l'U.R.S.S. On ne doit donc pas s'étonner qu'il épouse dans une certaine mesure la prudence du Kremlin à l'égard de changements survenant en Europe, et en France en particulier; ni qu'il veuille doser son action pour ne pas y précipiter une crise politique, — ou économique, survenant mal à propos; ni qu'il prenne en considération les vues de la communauté socialiste touchant l'évolution du monde, et cela tout spécialement à la lumière du rapport des forces essentiel celui qui oppose les U.S.A. et l'U.R.S.S..

Mais dès l'instant où, à l'intérieur de ce cadre général, apparaît une capacité d'autonomie, le P.C.F. peut aussi à sa manière, et il entend bien le faire, peser sur l'évolution de l'Europe et naturellement aussi avant tout sur l'évolution de la société française.

Cette volonté de changement, relative mais réelle, se manifeste d'abord sur le plan politique intérieur, par le fait que le P.C.F. ait signé le Programme commun, et apporté depuis lors un appui important à la campagne présidentielle de François Mitterrand. Parallèle à cette évolution est l'accent mis constamment par le P.C. sur la notion d'un socialisme "tenant le plus large compte des particularités nationales de notre peuple", ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs d'exalter en toute occasion la valeur des expériences poursuivies à l'Est.

L'initiative apparaît sur le plan économique par la revendication de changements structurels profonds dans l'économie française: planification, nationalisations aussi étendues que possible, réformes fiscales réelles, lutte contre les monopoles et les multinationales. On doit également rappeler que le P.C.F. n'a jamais cessé de souligner, pour des raisons de doctrine aussi bien que d'opportunité, la nécessité de sauvegarder au maximum la capacité productive de l'économie française, ce qui peut justifier parfois une certaine prudence. Certes ce programme prend nettement moins en compte que celui du P.S. un certain nombre d'aspirations nouvelles. Il serait toutefois paradoxal d'en conclure sur ce plan à une optique conservatrice.

En politique extérieure enfin, le P.C.F. n'entend évidemment pas se montrer "aventuriste", pas plus qu'il n'est question pour lui d'oublier les impératifs généraux de la politique du monde socialiste. Le rappel constant de l'importance de celui-ci dans la lutte contre l'impérialisme, la demande d'un resserrement des liens commerciaux et autres entre la France, l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, l'appui à la C.S.C.E. s'incrivent à l'évidence dans cette perspective. Cependant, la vigueur de sa condamnation de l'atlantisme et d'une manière générale de la politique étrangère giscardienne, assortie de temps à autre du vœu de voir la France, non seulement pas réintégrer l'O.T.A.N., mais quitter l'Alliance, dépassent nettement le ton, et sans doute le souhait des Soviétiques (il est vrai que ces prises de positions peuvent avoir aussi pour objet d'embarrasser le P.S.). En outre on perçoit quelque sympathie pour l'idée d'une solidarité accrue des partis communistes occidentaux, idée qui évidemment suscite des réticences en U.R.S.S.

Il s'agit en conclusion d'un jeu nuancé qui répond sans doute à la théorie d'un mouvement réel et contrôlé. Ce jeu lui-même comporte évidemment des fluctuations selon les moments et les personnes. Mais son orientation générale reste globalement constante. Il n'implique cependant aucune acceptation d'un mouvement qui, soit dépasserait certaines limites — celles-là même qu'implique l'équilibre général des rapports internationaux —, soit ne s'accomplirait pas dans le sens voulu par le P.C.F. et surtout avec sa collaboration.

(3) C.S.C.E.: Conférence de sécurité et de coopération européenne.

(4) M.B.F.R.: Négociation sur la réduction mutuellement équilibrée des forces militaires.

TROISIÈME PARTIE

Faire avancer la Gauche

***P**UISQUE l'évolution du Parti socialiste, son acceptation sans défaillance de la stratégie unitaire n'ont pu empêcher cette "crise" dans les relations entre partis de gauche de survenir, du fait du P.C.F., c'est sans doute qu'il convient d'être plus net et d'apporter des précisions sur un certain nombre de points. Par exemple sur la pratique de l'Union, sur le Programme commun ou encore sur la transition au socialisme. Alors pourra sans doute s'effectuer une véritable relance unitaire.*

A. LA PRATIQUE DE L'UNION

La controverse engagée par le P.C.F. remet en pleine lumière deux problèmes qui résultent logiquement d'une stratégie unitaire : celui du rapport entre autonomie et unité des partis ; celui des critères d'une pratique unitaire correcte.

a) L'autonomie des partenaires et l'Union de la gauche.

Pour des raisons historiques, doctrinales, sociologiques même (au sens de la sociologie des organisations), l'autonomie des partis de l'Union de la gauche est un fait. C'est dans l'existence même de formations politiques différentes que prend racine la nécessité de l'union. A l'inverse l'affirmation trop exclusive des positions de parti risque de priver l'union proclamée de tout contenu réel.

Ce rapport autonomie/union est parfois mal perçu par les militants parce que l'action commune efface les différences. Les difficultés mêmes rencontrées pour parvenir à un compromis politique (par exemple pour la rédaction de certains chapitres du Programme commun de gouvernement) tendent, au moins pour un temps, à inciter chaque signataire à s'en tenir strictement au texte. Surtout le combat contre le même adversaire (c'était le cas aux législatives de 1973 et plus encore dans la dernière campagne présidentielle) met au premier plan ce qui unit les combattants du même camp et au second plan ce qui les distingue ou pourrait les séparer.

Mais la lutte contre le capitalisme ne connaît pas que des temps forts. Quand l'action commune se relâche,

objectivement parce que les échéances normales (ou apparentes) sont passées et donc redeviennent plus lointaines, subjectivement parce que l'un des partenaires en décide ainsi par son comportement, alors le relief se marque de nouveau : les différences resurgissent.

Ceci n'a pas forcément que des inconvénients. L'Union n'est pas l'unanimité. Pour beaucoup de militants qui ont rejoint le Parti socialiste (et peut-être aussi le Parti communiste) dans des combats unitaires, la révélation qu'il existe des divergences, des physionomies différentes, des qualités et des défauts politiques spécifiques de ces deux partis, est une utile leçon de clarification politique. Le Parti socialiste se doit d'affirmer sa propre personnalité.

Mais l'accentuation du caractère autonome d'un ou de tous les partenaires de la gauche présente aussi des risques. Chaque parti vient de loin et a ses anciennes tentations (accommodement avec le centre et confusion théorique pour le P.S., isolement et sectarisme pour le P.C.). Le risque est donc que l'affirmation excessive des personnalités, le développement des positions politiques traditionnelles à chaque parti (lesquelles n'avaient pas été intégralement reprises dans le compromis programmatique de 1972) fassent du Programme commun un texte constamment interprété, soit par une "lecture" socialiste, soit par une "lecture" communiste, et donc plus rituel que politiquement réel. C'est la crédibilité de l'Union qui est dès lors en jeu.

La fidélité aux contrats politiques signés (qu'ils soient programmatiques ou d'une autre nature), la loyauté par rapport aux engagements pris devant les militants de chaque parti, les travailleurs et l'opinion doivent permettre de poser correctement le problème des rapports entre autonomie des partis et Union de la gauche.

b) L'Union de la gauche suppose des règles de comportement unitaire.

Relancer ou simplement préserver l'action unitaire suppose de clarifier les problèmes de la pratique et de la méthode unitaire. Sur ce plan, beaucoup dépend de nos partenaires et beaucoup dépend de nous-mêmes.

Définir, en période de tension, les conditions minima d'un comportement satisfaisant pour les deux partenaires est à la fois plus nécessaire et plus malaisé. Ouvrir une discussion sur les éléments immédiats du contentieux peut, nous l'avons dit, envenimer plus que clarifier le débat.

Mais peut-être serait-il plus réaliste de définir quelques grands principes d'action auxquels chaque parti déciderait de se tenir.

On pourrait d'abord envisager que chaque parti an-

nonce à l'avance – lorsque cela est possible – ses thèmes d'action en précisant ceux qu'il entend mener en son nom et ceux qu'il serait prêt à développer conjointement avec ses partenaires.

Ensuite, s'il existe des raisons de croire que sur des problèmes majeurs les analyses ou prises de position risquent de diverger gravement, les partenaires pourraient s'engager à en débattre dans un délai raisonnablement bref dans le cadre du Comité de liaison des partis de gauche.

Chaque parti devrait aussi s'engager à ne pas attaquer les responsables de l'autre parti, à ne pas s'immiscer dans sa vie interne et à être solidaire de celui-ci lorsqu'il est l'objet d'attaques de la part du pouvoir, à supposer bien entendu que ces attaques ne traduisent pas purement et simplement une manœuvre contre l'autre parti.

Une *commission d'arbitrage* pourrait être créée dans le cadre du Comité de liaison de la gauche. Elle serait saisie de tous les conflits risquant de surgir entre les militants et les organisations des deux partis.

Ce "code de bonne conduite" entre partenaires suppose naturellement que soit réaffirmée, en des termes actuels, la fidélité au Programme commun de gouvernement.

B. LA GAUCHE ET LE PROGRAMME COMMUN

Cet acte fondamental, le P.C.G., a été établi en juin et juillet 1972. Il contient l'ensemble des mesures que les trois partis de la gauche s'ils l'emportaient se sont engagés à mettre en œuvre dans un délai de cinq ans.

Il définit les transformations de structures politiques, économiques et sociales qui expriment une stratégie de transition amorçant le passage à une société socialiste.

Les transformations de structure contenues dans le P.C.G. restent aujourd'hui aussi impérieuses qu'en 1972 et même davantage encore, ainsi que le démontre la crise actuelle. Ces dispositions doivent donc être maintenues, voire élargies, et les modalités devront être étudiées avec beaucoup de soin par les trois partis.

Sur d'autres points la situation de 1972 a été modifiée : majorité à 18 ans, avortement, divorce, etc. Les actualisations nécessaires ne paraissent pas soulever de difficultés.

Le P.C.G. contient également des mesures sur le montant des revenus, des prestations, des revendications immédiates. Leurs modalités, taux, échelonnements par exemple ne dépendront pas de la seule volonté du gouvernement mais aussi de la situation économique et sociale au moment de l'accession de la gauche au pouvoir. Sur ces points, une mise à jour devra fixer les objectifs, les priorités et les règles de répartition des richesses nationales.

On sent bien la nécessité d'un débat approfondi au

sein de la gauche sur la crise du capitalisme mondial. Sur l'analyse des causes, les positions ne devraient pas sensiblement diverger. Le même accord est moins évident sur la possibilité de surmonter la crise dans des délais extrêmement brefs.

La discussion sur cette question devrait être engagée dans une période de faible tension. Elle devrait être également préparée avec minutie par les experts et les responsables politiques du P.S.

Si le fait d'avoir signé ensemble un Programme de gouvernement et d'avoir respecté fidèlement un contrat politique ne suffit pas pour que le P.C.F. épargne au P.S. des mises en accusation, c'est qu'il faut aller plus loin que le Programme commun et entreprendre de clarifier la question de la transition au socialisme.

C. LA TRANSITION AU SOCIALISME

Le débat sur la transition au socialisme touche directement au problème de l'Union de la gauche. Il s'agit de savoir si et comment, dans les premières années de gouvernement de la gauche unie, la transition au socialisme sera amorcée.

Sur ce point, les positions des deux partis divergent. Le P.S. affirme sa volonté d'amorcer la transition au socialisme dès la prise de pouvoir. Du texte de la résolution du congrès de Pau, comme de la déclaration des Assises du Socialisme, on peut déduire un objectif final : la société socialiste sera une société

autogestionnaire ; et une conception de la transition : dès sa venue au pouvoir, un gouvernement de la gauche unie entamera un processus qui, selon nous, devrait être ininterrompu, au cours duquel, par la combinaison de l'action gouvernementale et du mouvement des masses, les structures politiques, économiques, sociales et culturelles de notre pays seront profondément modifiées, ouvrant la voie au socialisme autogestionnaire. La transformation de l'Etat, la prise en main progressive par la collectivité des grands moyens de production, la marche du contrôle à l'autogestion dans l'entreprise comme dans le cadre de la vie sont des aspects différents d'un même processus global : il s'agit de tâches à accomplir simultanément, où les aspects politiques, économiques et idéologiques, l'action du gouvernement et les conquêtes des travailleurs sont inséparablement liés.

Au terme de chaque législature, les Français sanctionneront, par le suffrage universel, l'expérience de la gauche unie.

Les positions du P.C.F. pourraient se résumer ainsi. La victoire de la gauche unie n'ouvre pas directement le processus de transition au socialisme. Elle crée une situation de démocratie avancée qui pose seulement pour les étapes suivantes le problème de la transition, la victoire du socialisme demeurant caractérisée à la fois par la collectivisation de l'ensemble des moyens de production, par l'instauration d'un pouvoir politique de la classe ouvrière et de ses alliés, assuré de manière irréversible par son Parti (le Parti commu-

niste) et ses alliés. Jusqu'à présent les conditions de réalisation d'un tel projet n'ont jamais été réunies en France aux yeux du P.C.F. (1936, 1945, 1968) et il n'apparaît pas qu'elles doivent l'être dans un avenir prévisible. Le socialisme, tel que le mouvement actuel des masses et l'action des forces de gauche peut le faire surgir, est rejeté au nom d'une conception traditionnelle qui, par ailleurs, ignore délibérément les contradictions et les difficultés qu'ont fait apparaître toutes les expériences entreprises par les partis communistes au pouvoir.

Cette discordance freine-t-elle le mouvement unitaire ? Sans aucun doute. Une négociation sur ce point ferait-elle progresser ce mouvement ? Il appartiendra à la Convention d'en débattre.

En tout étant de cause, il paraît nécessaire pour chaque partenaire de préciser publiquement ses objectifs à moyen terme, afin que la compatibilité et la convergence des analyses se révèlent, ou que les divergences se précisent et que, le cas échéant, une forme convenable de débat puisse s'engager. La dissimulation des finalités serait une erreur, car elle laisserait libre cours à la propagande de nos adversaires.

Pour sa part, le P.S. ne peut que poursuivre l'approfondissement de ses réflexions et de ses propositions. Dans cette perspective, la Convention sur l'autogestion prend tout son sens, qui est de doter le Parti socialiste d'un projet d'avenir crédible et mobilisateur, éclairant sa pratique au sein de la gauche unie au pouvoir.

***S**il le débat purement idéologique paraît exclu, la reprise du débat avec ses implications théoriques s'impose. Les prises de position du P.C.F. au cours des derniers mois soulèvent un certain nombre de questions évoquées dans le précédent rapport et qu'on rappellera :*

- sur les relations entre partenaires dans l'Union de la gauche ;*
- sur la stratégie ;*
- sur la question de la venue au gouvernement et au pouvoir ;*
- sur l'analyse de la situation internationale.*

Ces questions seront précisément et publiquement posées lors de la Convention nationale.

Les impératifs internes à chacun des deux partenaires risqueraient de les conduire à maintenir leurs positions et à cultiver l'ambiguïté dans leurs relations réciproques.

Mais la polémique du P.C.F. a sérieusement entamé la crédibilité de la gauche unie. Il ne suffira pas de le taire pour ramener la confiance, car les désaccords mis en lumière pendant ces derniers mois ne s'évanouiront pas pour autant.

Comment engager ce débat ? Par une constatation des points de désaccord ou des ambiguïtés et par une offre publique de négociation. Si l'accord peut se faire sur la liste des questions à négocier, les problèmes de procédure devraient être réglés sans mal. Il y a un précédent, celui de la négociation du Programme commun.

Questionnaire pour la Convention Nationale

LE principe d'une convention entièrement consacrée aux problèmes de l'autogestion a été retenu depuis longtemps par le Parti. L'actualité fait qu'après plusieurs reports les délais de préparation de ces assises, prévues pour les 21 et 22 juin prochain, vont être relativement brefs. La commission chargée par le Bureau exécutif d'élaborer les textes qui seront soumis au débat dans le Parti a considéré cependant que l'envoi préalable d'un questionnaire, auquel il devrait être répondu avant le 30 avril, pourrait contribuer à faire que la convention marque une étape importante de l'amélioration de notre capacité de réflexion collective et d'intervention militante.

Le questionnaire, ci-après, vise un double objectif :

- avoir une idée plus précise des luttes menées aujourd'hui par des militants du Parti en vue de contrôle et de l'autogestion ;
- recenser les principales interrogations que suscitent, dans nos rangs et hors de nos rangs, la réflexion sur le projet autogestionnaire.

Pour assurer une bonne préparation de la convention des 21 et 22 juin prochain, nous attendons vos réponses individuelles ou collectives.

PREMIÈRE PARTIE :

1. Avez-vous été partie prenante récemment d'une action collective (grève, manifestation de population, d'usagers, etc.) ? Laquelle ?
2. Etes-vous intervenu en tant que militant du Parti ou en tant que membre d'une autre organisation ? Si oui, laquelle ?
3. Les méthodes de luttes employées ont-elles pu préparer à l'usage d'un certain contrôle (par exemple : contrôle des cadences, de l'usage d'équipements collectifs, etc.) ?
4. Les relations au sein du groupe qui menait l'action ont-elles vu mettre en œuvre des formes originales de démocratie (assemblées générales périodiques, contrôle des négociateurs, etc.) ?
5. Y-a-t-il eu pendant l'action des discussions sur les perspectives de contrôle et d'autogestion ?
6. Des militants ou des sections socialistes sont-ils intervenus sur ces thèmes pendant ou après le conflit ?
7. Le conflit terminé a-t-il laissé des traces positives pour l'avenir ?
8. Quels blocages à l'exercice du contrôle ont été ressentis ?

Adressez au plus vite vos remarques ou suggestions à : Gilles MARTINET, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

ORGANISATION DE LA JOURNÉE DES ENSEIGNANTS DU 11 MAI 1975

ORDRE DU JOUR (approuvé par le B.E. du 9 avril)

9 h 30 : Ouverture des travaux
(intervention de P. Mauroy).

10 h : Réunion en commissions :

- a) présence du Parti dans l'Education nationale,
- b) propositions du Parti sur l'Education nationale,
- c) luttes politiques et luttes syndicales des enseignants,
- d) les enseignants socialistes et l'autogestion.

14 h 30 : Reprise des travaux :

- rapport des commissions,
- conclusion des délégués de l'Education nationale,
- intervention de F. Mitterrand.

Il a été convenu que cette journée sera ouverte également aux parents d'élèves et aux jeunes. Les indications concernant le lieu et les dispositions pratiques seront envoyées par circulaire.

N.B. - La délégation et le Secrétariat à la propagande tiennent du matériel à la disposition des militants :

les tracts sur les 10 mesures immédiates sont à commander à la cité Malesherbes,

les argumentaires contre le projet Haby sont à demander à Louis Mexandeau délégué (75355 - Assemblée Nationale)

COMMUNES DE FRANCE

A TOUS
LES TRÉSORIFIERS
DES UNIONS
DÉPARTEMENTALES
D'ÉLUS

"Communes de France" n° 139 publiée, dans le "Billet-sommaire", la liste des 14 U.D. qui ont réglé le solde des cotisations de l'année 1974. Nous les en remercions vivement.

Mais le pourcentage des unions départementales ayant réglé le 1^{er} trimestre 1975 n'est évidemment pas suffisant. Comment notre F.N.E.S.R. peut-elle vivre ? Comment mener des actions ? Organiser des rencontres ? Editer une revue ?...

Nous lançons un appel pressant aux autres U.D. - hélas, la majorité - pour qu'avant la fin du 1^{er} trimestre, des acomptes sur 1975 soient versés. D'avance, nous vous en remercions !

Léon FATOUS
Trésorier national

sur "l'Autogestion"

DEUXIÈME PARTIE :

1. Constatez-vous que la perspective autogestionnaire a élargi son audience ces derniers temps ? Dans quelles couches sociales ?
2. Quels avantages ces couches sociales voient-elles à cette perspective ?
3. Dans quelle mesure met-on la perspective autogestionnaire en liaison :
 - a) avec la prise du pouvoir politique central ;
 - b) avec les nationalisations ;
 - c) avec la planification démocratique.
4. Pour vous, l'autogestion concerne-t-elle en priorité le domaine des entreprises ?
5. De quelle façon la perspective autogestionnaire peut-elle influencer la vie locale et régionale.
6. Que suppose-t-elle selon vous dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la pédagogie, de l'information ?
7. Quelles sont les principales interrogations sur la perspective autogestionnaire entendues du côté des militants ?
8. Quelles critiques formulent le plus souvent ses adversaires ?
9. Considérez-vous que l'approfondissement de la crise économique a favorisé ou entravé le développement des idées autogestionnaires ?

SECRETARIAT NATIONAL A L'ACTION CULTURELLE

Interventions publiques du S.N.A.C. (avril - juillet 1975)

FESTIVALS

NANCY : Festival du 8 au 18 mai avec la Fédération de Meurthe-et-Moselle :

- participation au colloque organisé par Jack Lang ;
- coup de presse du P.S. le vendredi 16 mai à 17 h 30.

CANNES : Semaine socialiste du film politique, du 15 au 22 mai, avec la Fédération des Alpes-Maritimes.

AVIGNON : Colloque sur les politiques culturelles socialistes européennes, les 24 et 25 juillet (dates à confirmer), avec la Fédération du Vaucluse.

RENCONTRES RÉGIONALES DE LA CULTURE

- Première rencontre région Rhône-Alpes : Saint-Fons, le 20 avril (notamment tables rondes sur : action culturelle et pouvoirs locaux, théâtre et action culturelle, relais et usagers)
- Deuxième rencontre région Midi-Pyrénées : (Montauban, le 28 juin et Toulouse, le 26 juin, à confirmer).

14 JUILLET AVEC LES SOCIALISTES
A Lille et dans une ville méridionale.

la nouvelle revue
socialiste



n° 8 POLITIQUE / CULTURE

Marxisme et Histoire :

M. Benassayag, P. Corbier, S. Farandjis, J. Guyard,
E. Le Roy-Ladurie, M. Lévêque, P. Lévêque, R. Mandrou, P. Ory,
M. Reberlioux, J.-L. Chedin, G. Delfau, M. Ferro, J. Rabaut.

Articles de : F. Mitterrand, Ph. Machefer, G. Bedrossian,
M. Bizec, A. Houlou, B. Pingaud, A. Steinfeld.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM et PRÉNOM _____

ADRESSE _____

JE DÉSIRE SOUSCRIRE :

_____ abonnement (s) d'un an normal à 100 F (1)

_____ abonnement (s) d'un an de soutien à 150 F

_____ abonnement (s) d'un an étranger à 140 F

(10 numéros)

_____ abonnement (s) de 6 mois normal à 60 F (1)

_____ abonnement (s) de 6 mois de soutien à 75 F

_____ abonnement (s) de 6 mois étranger à 80 F

(5 numéros)

CI-JOINT le montant correspondant en chèque bancaire ou CCP (3 volets).

Date _____

Signature :

(1) Rayez les mentions inutiles.

Plusieurs carrefours simultanés sur l'urbanisme organisés par Communes de France et Urbaconseil

les 9, 10 et 11 mai à Montélimar

Le congrès de Cachan avait souhaité poursuivre et élargir le débat qui s'était instauré au sein de la Commission urbanisme dont le président avait été Louis Perrein, maire de Villiers-le-Bel, et le rapporteur Louis Mermaz, député-maire de Vienne. Le bureau a donc demandé à Franck Serusclat, maire de Saint-Fons, d'étudier avec Marc Valery, directeur d'Urbaconseil, l'organisation de journées d'études sur les principaux problèmes soulevés à Cachan.

Leurs propositions sont les suivantes :

Vendredi 9 mai à 16 heures : large débat entre maires et urbanistes sur le thème : "Les grandes orientations d'un urbanisme mis en œuvre par des socialistes";

Samedi 10 mai : toute la journée, en cinq endroits différents de la ville et simultanément, réunion de cinq "carrefours" réunissant élus et techniciens sur cinq thèmes :

1. L'aménagement volontaire de l'espace

Ses moyens et ses problèmes. Ici seront abordés les problèmes fonciers, la mise en œuvre des S.D.A.U. et des P.O.S., l'utilisation ou l'abus de la procédure de Z.A.C., etc.

2. Que faire des quartiers anciens ?

Là, les problèmes architecturaux, techniques, financiers et humains posés par les programmes de rénovation, réhabilitation, restauration des centre-ville ou des faubourgs.

3. Où en est le logement social ?

La situation des H.L.M. en France, du triple point de vue du bâtisseur, du gestionnaire et du locataire.

4. L'animation et les loisirs urbains

L'animation, c'est toute la vie de la cité ; ses différents aspects, ses moyens, vos expériences, les projets de bases de plein air et de loisirs.

5. Urbanisme et finances locales

Les conséquences des choix d'aménagement sur les finances locales, les contraintes, les problèmes, les revendications des élus.

Chacun de ces carrefours sera animé par un maire et chaque participant recevra quelque temps auparavant une documentation de base sur le thème du carrefour auquel il se sera inscrit. Chaque commune pouvant d'ailleurs envoyer plusieurs élus qui se répartiraient entre les groupes.

MILITANTS, SYMPATHISANTS

Vous devez être abonnés
à l'hebdomadaire du P.S.

l'unité

BULLETTIN D'ABONNEMENT A RENDRE
41, boulevard Magenta, 75010 Paris

Je soussigné (1).....

Profession.....

Demeurant.....

désire souscrire un abonnement*
normal de 6 mois à 70 F
normal d'un an à 120 F
de soutien à 150 F
de soutien à 200 F

je vous adresse le montant correspondant*
par chèque bancaire
par chèque postal
ou virement
au C.C.P. L'Unité
3034980 La Source

* Cochez la case correspondante.

Prière de retourner ce feuillet à la F.N.E.S.R.,
50, rue de Rivoli, 75004 Paris.

JOURNÉES D'ÉTUDE DE MONTÉLIMAR
(9, 10 et 11 mai 1975)

L'Union des élus du département.....
..... enverra aux journées
de Montélimar..... participants.

Nombre de chambres à retenir :

- Nuit du 8 au 9.....
- Nuit du 9 au 10.....
- Nuit du 10 au 11.....

COMMUNES ET REGIONS DE FRANCE



les élus et
les centrales
nucléaires

N° 139

FEVRIER

MARS 1975

ABONNEZ - VOUS

abonnement

Le 1975

individuel

NOM

PRENOM

FONCTION

ADRESSE

abonnement : 30 F un an

Le 1975

municipaux collectifs

MAIRIE DE :

Nom des destinataires des exemplaires :
(JOINDRE UNE LISTE ANNEXE)

Nombre d'abonnements

COMMUNES DE FRANCE

50, rue de Rivoli

Tél. 278.49.12

75004 PARIS

abonnements

**LE POING
ET LA ROSE**

Directeur polotique :
Pierre Mauroy

Rédacteur en chef :
Marie-Jo Pontillon

Secrétaire de rédaction:
Jean-Pierre Delaval

Imprimerie :
L'Emancipatrice

Travail exécuté par des
ouvriers syndiqués